

SEPTEMBRE 2019



PRÉSENTATION DU NOUVEAU PERCO SUITE À LA RÉFORME DE L'ÉPARGNE RETRAITE ISSUE DE LA LOI #PACTE

Support destiné à être présenté aux membres de votre CSE ou aux signataires de l'avenant pour les informer des avantages du nouveau PERCO et leur permettre de décider la transformation du PERCO actuel de l'entreprise en PER d'entreprise collectif



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Gestion

L'objectif de ce support

- Ce support a vocation à être présenté en CSE/CE ou CCE par vos soins (ou toute autre personne de l'entreprise habilitée) ou transmise aux signataires de l'avenant au PERCO
- Il reprend les grandes évolutions de la Loi #PACTE en matière d'Épargne Retraite et les caractéristiques du nouveau Plan d'Épargne Retraite d'entreprise collectif (nouveau dispositif à partir du 01/10/2019)⁽¹⁾
- Il permet de présenter l'attractivité du nouveau PERCO et de délivrer des informations permettant à l'entreprise de décider de la transformation du PERCO actuel de l'entreprise en PER d'entreprise collectif.

L'intérêt

- Transformer votre PERCO en PER d'entreprise collectif pour faire profiter aux salariés de votre entreprise des avantages de ce plan dès 2019 !

Ce support est le vôtre, appropriez le vous

Les équipes de Société Générale Gestion vous accompagnent dans cette transformation simplement !

(1) La loi #PACTE, Plan d'Actions pour la Croissance et la Transformation des Entreprises, n°2019-486 du 22/05/2019, complétée par l'ordonnance n°2019-766 du 24 juillet 2019, le décret n°2019-807 du 30 juillet 2019 et l'arrêté du 7 août 2019 portant application de la réforme de l'épargne retraite, crée le PER (Plan d'Épargne Retraite) à partir du 01/10/2019.

LA LOI #PACTE REDESSINE LE PAYSAGE DE L'ÉPARGNE RETRAITE



La Loi #PACTE a notamment pour ambition d'associer davantage les salariés aux résultats des entreprises, avec des mesures phares comme :

- une meilleure diffusion de l'Épargne Salariale dans toutes les TPE/PME,
- le développement de l'Actionnariat Salarié,
- **et la réforme de l'Épargne Retraite.**

Une réforme de l'Épargne Retraite ambitieuse

L'objectif

La réforme introduite par la Loi PACTE, complétée par l'Ordonnance n°2019-766 du 24 juillet, renforce l'attractivité de l'épargne retraite supplémentaire. Les épargnants bénéficieront désormais de produits d'épargne retraite portables d'un produit à l'autre tout au long de la vie active.

L'enjeu

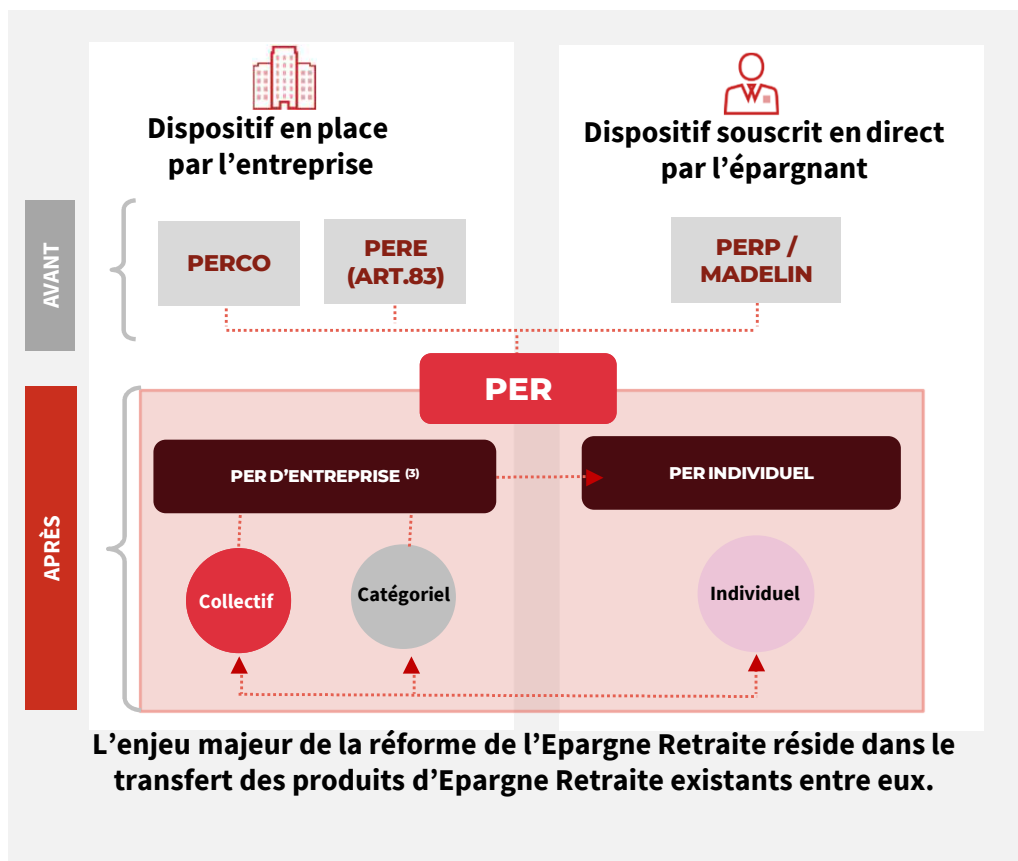
Homogénéiser tous les produits d'Épargne Retraite existants individuels et collectifs, tout en finançant l'économie et en offrant de meilleures perspectives de rendement aux épargnants.

LA LOI #PACTE CRÉE LE PER (PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE)



La Loi #PACTE unifie les produits d'épargne retraite

Le PER est décliné en version individuelle et collective



Les 4 grandes caractéristiques communes :

1

Déduire de l'assiette de l'impôt sur le revenu les versements personnels dès la fin d'année 2019 ⁽¹⁾; En contrepartie de la déductibilité des versements volontaires, les sommes reçues à l'échéance⁽²⁾ du PER sont fiscalisées selon la réglementation applicable à cette date.

2

Choisir librement le **mode de sortie**, selon les caractéristiques de disponibilité de chaque produit, **en rente viagère** (en contrepartie de l'aliénation du capital) ou **en capital**

3

Bénéficier plus largement de la **gestion pilotée des placements dédiés à la retraite**, une solution clé en main simple à comprendre et facile à utiliser pour les salariés

4

Assurer aux salariés de **disposer d'un produit d'épargne retraite tout au long de leur parcours professionnel**, même en cas de changement d'employeur, de métier et en période de chômage

- (1) Les versements sont déductibles du revenu net global dans la limite du plus élevé des deux montants suivants : a) 10% du revenu annuel N-1 du foyer fiscal, retenu dans la limite de 8 PASS b) 10% du PASS - Plafond Annuel de la Sécurité Sociale. Ces limites doivent être réduites des sommes versées sur d'autres produits de retraite. La différence au titre d'une année entre le plafond total de déduction au titre de l'épargne retraite et les versements effectivement réalisées est reportable sur les trois années suivantes.
- (2) En cas de sortie anticipée pour accident de la vie (hors acquisition de la résidence principale), seuls les produits sont soumis aux prélèvements sociaux.
- (3) A titre indicatif, l'entreprise peut aussi décider de regrouper ses PER d'entreprise collectif et catégoriel en un PER d'entreprise unique qui prendra la forme d'un PER d'entreprise collectif dans lequel l'entreprise peut mettre en place des versements obligatoires

L'ESSENTIEL DU NOUVEAU PER D'ENTREPRISE COLLECTIF



Le nouveau PER d'entreprise collectif comprend 3 compartiments, selon la nature des sommes qui y sont versées :

1. Les versements volontaires de l'épargnant (déductibles⁽¹⁾ par défaut ou non déductibles sur option de l'épargnant).
2. Les versements issus de l'épargne salariale (intéressement/participation/abondement) et droits en CET (ou, en l'absence de CET, jours de repos non pris)
3. Les cotisations obligatoires⁽²⁾ de l'entreprise ou du salarié par transfert en provenance d'un autre PER



New #PACTE

Possibilité de déduire les versements volontaires des revenus imposables⁽¹⁾ et de transférer l'épargne personnelle détenue d'une part sur d'autres dispositifs retraite et d'autre part jusqu'au 01/01/2023 sur des contrats d'assurance vie.⁽⁴⁾

New #PACTE

Généralisation de la **gestion pilotée**, une solution dédiée à l'épargne retraite pour adapter progressivement la répartition des placements en fonction du temps restant à courir d'ici à la date estimée de départ en retraite.

New #PACTE

L'acquisition de la résidence principale reste un cas légal de déblocage anticipé, sauf pour les droits issus de cotisations obligatoires.

Nouveau cas : la cessation d'activité non salariée du titulaire, comme par exemple en cas de liquidation judiciaire.

(1) Les versements sont déductibles du revenu net global dans la limite du plus élevé des deux montants suivants : a) 10% du revenu annuel N-1 du foyer fiscal, retenu dans la limite de 8 PASS b) 10% du PASS - Plafond Annuel de la Sécurité Sociale. Ces limites doivent être réduites des sommes versées sur d'autres produits de retraite. La différence au titre d'une année entre le plafond total de déduction au titre de l'épargne retraite et les versements effectivement réalisés est reportable sur les trois années suivantes. En contrepartie de la déductibilité des versements volontaires, les sommes reçues à l'échéance du PER sont fiscalisées selon la réglementation applicable à cette date. En cas de sortie anticipée pour accident de la vie (hors acquisition de la résidence principale), seuls les produits sont soumis aux prélèvements sociaux

(2) Ce compartiment peut être également alimenté dans certaines conditions par des sommes transférées d'un autre produit équivalent

(3) Conformément à l'arrêté du 7 août 2019 portant application de la réforme de l'épargne retraite, et sauf exceptions, c'est le profil de gestion "équilibré" qui devient le profil de gestion pilotée par défaut.

(4) Sous réserve de respecter les conditions prévues par la réglementation

QUELS AVANTAGES POUR VOS SALARIÉS À TRANSFORMER VOTRE PERCO EN PER D'ENTREPRISE COLLECTIF ?



1

Une opportunité de déduction fiscale, jusqu'à présent réservée à certains dispositifs individuels

Généralisation de l'avantage fiscal de déduction des versements à l'ensemble des produits de retraite supplémentaire avec la possibilité de déduire les versements volontaires de l'assiette de l'impôt sur le revenu ⁽¹⁾

En contrepartie de la déductibilité des versements volontaires, les sommes reçues à l'échéance ⁽²⁾ du PER sont fiscalisées selon la réglementation applicable à cette date.



Opportunité 2019 :

Les versements réalisés en 2019 sur un PER d'entreprise collectif permettent de bénéficier pleinement de la déductibilité des revenus soumis à IR. Ces versements ne sont pas en effet soumis aux limitations prévues dans le cadre de la mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2019 du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu ⁽³⁾

2

Des transferts facilités entre les différents produits d'épargne retraite

Par exemple, l'épargne détenue sur un PERP vers le nouveau PER d'entreprise collectif (ou inversement).



Avantage fiscal supplémentaire jusqu'au 1er janvier 2023 en cas de transferts, au moins 5 ans avant l'âge légal de départ à la retraite, de l'épargne accumulée sur un contrat d'assurance vie ayant plus de 8 ans vers un PER .

- les produits imposables provenant du rachat sont exonérés dans la limite annuelle de 4 600 € pour une personne seule ou de 9 200 € pour un couple soumis à imposition commune, à condition que l'intégralité des sommes retirées soient réinvesties avant le 31 décembre de la même année sur un PER au nom de son titulaire. Ce versement bénéficie de la fiscalité avantageuse à l'entrée du PER (cotisations déductibles des revenus imposables).
- cette exonération se cumule avec le dispositif général d'abattement annuel de 4 600 € ou de 9 200 € prévu pour les contrats d'assurance-vie et de capitalisation.

Dans le cadre de la transformation de votre PERCO, l'intégralité des sommes détenues sur ce plan (y compris celles provenant de versements volontaires) sera assimilée et donc affectée au 2^{ème} type de versements du PER d'entreprise collectif, à savoir des versements issus de l'épargne salariale.

(1) Les versements sont déductibles du revenu net global dans la limite du plus élevé des deux montants suivants : a) 10% du revenu annuel N-1 du foyer fiscal, retenu dans la limite de 8 PASS b) 10% du PASS - Plafond Annuel de la Sécurité Sociale. Ces limites doivent être réduites des sommes versées sur d'autres produits de retraite. La différence au titre d'une année entre le plafond total de déduction au titre de l'épargne retraite et les versements effectivement réalisés est reportable sur les trois années suivantes.

(2) En cas de sortie anticipée pour accident de la vie (hors acquisition de la résidence principale), seuls les produits sont soumis aux prélèvements sociaux.

(3) Pour mémoire, la déductibilité des versements réalisés en 2019 sur des produits d'épargne retraite déjà existants avant PACTE dépend des versements réalisés sur la période 2017 - 2019.

LA FISCALITÉ DU PER DÉTENU PAR UN SALARIÉ

Ce document est communiqué à des fins d'information (selon la réglementation en date du 01/10/2019). Du fait de leur simplification, les informations données dans ce document ne peuvent être que partielles. Il est susceptible de modifications en fonction des commentaires de l'administration et des évolutions réglementaires ultérieures.

Ce document est communiqué à des fins d'information (selon la réglementation en date du 01/10/2019). Du fait de leur simplification, les informations données dans ce document ne peuvent être que partielles. Il est susceptible de modifications en fonction des commentaires de l'administration et des évolutions réglementaires ultérieures.			Versements volontaires <i>(pouvant être réalisés sur des compartiments différents)</i>		Versements issus de l'épargne salariale <i>(au titre de participation, intéressement, abondement, CET ⁽²⁾)</i>	Versements obligatoires <i>(réalisés par le salarié et/ou l'employeur (ex article 83))</i>	
Fiscalité à l'entrée sur le PER ⁽¹⁾			Déductible des revenus soumis à l'impôt sur le revenu ⁽³⁾ (dès 2019 ⁽⁴⁾) (Régime par défaut)	Non déductible des revenus soumis à l'impôt sur le revenu (Régime sur option)	Pas de déductibilité ⁽²⁾	Déductible des revenus soumis à l'impôt sur le revenu ⁽⁵⁾	
Modalités de sortie du PER			Capital ou rente	Capital ou rente	Capital ou rente	Rente obligatoire	
Fiscalité pour une sortie en capital	Echéance du PER ou Sortie anticipée pour acquisition de la résidence principale	Fiscalité sur la part correspondant aux versement	Impôt sur le revenu au barème progressif (sans abattement de 10%)	Exonération	Exonération	Non autorisé	
		Fiscalité sur les produits réalisés	PFU ou option barème l'IR ⁽⁶⁾ (avec prélèvements sociaux)				Uniquement prélèvements sociaux
	Déblocage anticipé (hors acquisition de la résidence principale)	Fiscalité sur la part correspondant au versements	Exonération			Exonération	Exonération
		Fiscalité sur les produits réalisés	Uniquement prélèvements sociaux			Uniquement prélèvements sociaux	Uniquement prélèvements sociaux
Fiscalité pour une sortie du PER en rente		Fiscalité impôt sur le revenu	RVTG ⁽⁷⁾ Rente viagère à Titre gratuit	RVTO ⁽⁸⁾ Rente viagère à titre onéreux	RVTO ⁽⁸⁾	RVTG ⁽⁷⁾	
		Prélèvements sociaux	Sur une fraction de la rente ⁽⁹⁾	Sur une fraction de la rente ⁽⁹⁾	Sur une fraction de la rente ⁽⁹⁾	CSG, CRDS, etc ⁽¹⁰⁾	
Fiscalité en cas de décès ⁽¹¹⁾			Phase de constitution de la rente : Droits de succession en fonction des liens de parenté avec le bénéficiaire Phase de rente (réversion de rente viagère) : Régime des contrats de rente				

NB : les revenus des titres détenus dans un PER sont exonérés s'ils sont réemployés dans le PER. Les plus-values de cessions de titres réalisées dans le PER sont exonérées.

- (1) Le transfert d'un PER à un autre est sans incidence fiscale à l'entrée.
- (2) Les sommes versées au titre de l'épargne salariale ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu. Elles sont soumises à la CSG et à la CRDS (total de 9,70% au 1/1/2019). Les sommes versées au titre de l'abondement doivent être versés sur un PER d'entreprise collectif. Les sommes issues d'un CET sont dans ce tableau celles correspondantes aux droits inscrits en CET (correspondant ou non à un abondement de l'employeur) et en l'absence de CET, des jours de repos non pris (dans la limite de 10 jours par an).
- (3) Les versements sont déductibles du revenu net global dans la limite du plus élevé des deux montants suivants : a) 10% du revenu annuel N-1 du foyer fiscal, retenu de dans la limite de 8 PASS b) 10% du PASS - Plafond Annuel de la Sécurité Sociale. Ces limites doivent être réduites des sommes versées sur d'autres produits de retraite. La différence au titre d'une année entre le plafond total de déduction au titre de l'épargne retraite et les versements effectivement réalisées est reportable sur les trois années suivantes. En contrepartie de la déductibilité des versements volontaires, les sommes reçues à l'échéance du PER sont fiscalisées selon la réglementation applicable à cette date. En cas de sortie anticipée pour accident de la vie (hors acquisition de la résidence principale), seuls les produits sont soumis aux prélèvements sociaux
- (4) Les versements réalisés en 2019 sur un PER d'entreprise collectif ne sont pas soumis aux limitations prévues dans le cadre de la mise en œuvre depuis le 1er janvier 2019 du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu (pour mémoire, la déductibilité des versements réalisés en 2019 sur des produits d'épargne retraite déjà existants avant PACTE dépend des versements réalisés sur la période 2017 – 2019).
- (5) Les versement obligatoires sont déductibles de l'impôt sur le revenu à hauteur de 8 % de la rémunération annuelle brute dans la limite de 8 fois du PASS - Plafond Annuel de la Sécurité Sociale. Si l'entreprise a mis en place un PERCO, cette limite de déduction doit être réduite du montant de l'abondement de l'employeur au PERCO, y compris les sommes issues du Compte épargne temps.
- (6) Les produits réalisés sont soumis par voie de rôle à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8% (taux en vigueur au 1/1/2019) ou sur option globale du foyer fiscal au barème progressif de l'impôt sur le revenu pour l'ensemble des revenus de capitaux mobiliers et plus-values de cession de valeurs mobilières. Ils sont soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,20% (taux en vigueur au 1/1/2019).
- (7) Les rentes viagères à titre gratuit sont soumises dans leur totalité à l'impôt sur le revenu au barème progressif, après un abattement de 10%.
- (8) Les rentes viagères à titre onéreux sont soumises à l'impôt sur le revenu au barème progressif selon l'âge du bénéficiaire au moment du 1er versement de la rente. À la date du 1er versement, la fraction imposable est par exemple de 30 % si le bénéficiaire a plus de 69 ans.
- (9) Fraction déterminée selon le barème des rentes viagères à titre onéreux (fraction imposable égale à 70% avant 50 ans, 50% entre 50 et 59 ans, 40% entre 60 et 69 ans et 30% après 69 ans).
- (10) Selon le revenu fiscal de référence, CSG au taux de 8,3 %, CRDS au taux de 0,5 %, cotisation d'Assurance maladie au taux de 1 %, contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) de 0,3 %.
- (11) La fiscalité applicable aux PER en cas de décès diffère selon qu'ils sont ouverts auprès soit d'une compagnie d'assurance ou soit d'un établissement de crédit ou d'investissement

LES ÉTAPES DE LA TRANSFORMATION

Transformer votre PERCO en PER d'entreprise collectif permet facilement de faire bénéficier aux salariés de ces avantages.
La transformation peut être réalisée par :

- **Information/consultation des instances représentatives du personnel**
(solution encouragée par les pouvoirs publics)

ou

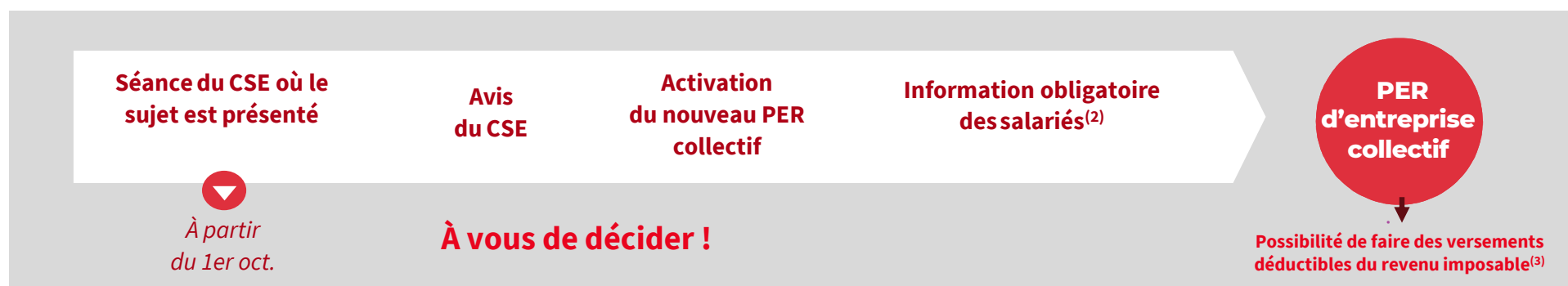
- signature d'un avenant avec les organisations syndicales⁽¹⁾

Et


- **Information de l'ensemble des bénéficiaires/salariés au sein de l'entreprise⁽²⁾**




Formulaire de demande de transformation spécifique à adresser à Société Générale



- (1) Dans ce cas, conformément à l'arrêté du 7 août 2019 portant application de la réforme de l'épargne retraite, il conviendra notamment d'indiquer dans l'avenant que le profil de gestion pilotée par défaut est le profil « équilibré ».
- (2) Disposition obligatoire prévue dans l'ordonnance n° 2019-766 du 24 juillet 2019.
- (3) Le nouveau PER d'entreprise collectif sera ouvert aux versements au plus tard dans un délai d'un mois, après information des bénéficiaires/salariés au sein de l'entreprise.



Réalisé à partir de la loi PACTE (n° 2019-486 du 22 mai 2019) et de l'Ordonnance (n° 2019-766 du 24 juillet 2019) du décret n°2019-807 du 30 juillet 2019 et de l'arrêté du 7 août 2019 portant réforme de l'épargne retraite.

Sous réserve des commentaires de l'administration et de toute évolution législative

Ce document et les informations qu'il contient sont à destination exclusive des entreprises. Ne convient pas au particulier.

Il appartient aux salariés de déterminer l'opportunité à réaliser des versements sur les différents compartiments accessibles pour un PER d'entreprise et le cas échéant un PER individuel. Afin de prendre une décision en connaissance de cause, ils devront tenir compte notamment des modalités de gestion financière, des conditions de disponibilité de l'épargne, ainsi que du régime fiscal et social applicable à l'entrée et à la sortie ainsi qu'en cas de vie ou en cas de décès.

Le présent document contient des informations purement indicatives et n'a aucune valeur contractuelle. Il ne saurait engager la responsabilité de Société Générale Gestion de quelque manière que ce soit. Pour vous assurer des règles en vigueur en matière de fiscalité, il est impératif de consulter sur le site impots.gouv.fr. Les éléments sur lesquels le présent contenu a été rédigé sont donc susceptibles de varier à tout moment. Société Générale Gestion se réserve donc la possibilité de modifier le présent contenu à tout moment et sans préavis en fonction notamment de l'actualité législative et réglementaire.

Du fait de leur simplification, les informations ci-dessus sont inévitablement partielles ou incomplètes, sans valeur contractuelle. Elles complètent, sans s'y substituer, les informations et documents réglementaires tenus à votre disposition sur simple demande auprès de Société Générale Gestion. Elles ne sauraient vous dispenser de votre propre analyse juridique sur les textes réglementaires qui vous seraient applicables.

Ces informations ne constituent ni un conseil juridique, financier ou de toute autre nature, ni une recommandation.

Ce document peut contenir des informations émanant de tiers n'appartenant pas au groupe Amundi (« Contenus des Tiers »). Les Contenus des Tiers ne sont communiqués qu'à titre d'information (illustration, comparaison ou autre...). Toute opinion ou recommandation issue des Contenus des Tiers émanent exclusivement de ces tiers, leur reproduction ou utilisation par Société Générale Gestion ne constitue en aucun cas une approbation implicite ou explicite par Société Générale Gestion.

MENTIONS LEGALES

Société Générale Gestion - SA au capital de 567 034 094 EUR, société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 09000020 - Siège social : 90 boulevard Pasteur 75015 Paris, France - Siren : 491 910 691 RCS Paris.